

**ATH-YAHIA-MOUSSA  
(TIZI-OUZOU)****Un terroriste abattu,  
deux kalachnikovs  
récupérées**

Agissant sur informations faisant état de la présence de terroristes dans les environs d'Ath Yahia Moussa, à une trentaine de kilomètres au sud de Tizi-Ouzou, les militaires ont engagé une opération, samedi dernier vers 20 heures. Selon des sources locales, le dispositif mis en place pour une embuscade s'est étalé plusieurs heures durant avant que les terroristes, dont le nombre n'a pu être déterminé avec exactitude, fassent leur apparition dans une clairière de la forêt de Tichtiouine. L'échange de coups de feu durera de longs moments, jusqu'à ce que les militaires ne rencontrent plus de riposte. Le passage des lieux au peigne fin a permis aux militaires de retrouver le corps d'un terroriste ainsi que deux PMA kalachnikovs.

Azedine M.

**Deux terroristes  
abattus à Remchi  
et Honaïne**

Agissant sur information, les services de sécurité ont réussi à localiser le domicile familial d'un terroriste venu rendre visite à sa famille. C'est à partir de 19 h que les forces de sécurité ont commencé à établir un véritable siège au douar Sid-Ahmed pour ne laisser aucune chance à ce terroriste activement recherché.

L'opération a pris fin à 1 h du matin avec l'élimination de D. H., un repenti qui a bénéficié de la grâce réconciliatrice et qui a repris du service en rejoignant le maquis. D'autre part, à Tedjra dans les monts de Honaïne, un autre terroriste non identifié a été abattu par les services de sécurité tard hier. Un fusil de chasse a été récupéré sur les lieux de l'opération.

M. Zenasni

**A SA PLACE, SE TIENDRA DEMAIN UN CONSEIL  
DE GOUVERNEMENT****Nouveau report du Conseil  
des ministres**

*Pour la deuxième semaine de suite, Bouteflika ajourne la réunion du Conseil des ministres qu'il remplace par la réunion du Conseil de gouvernement.*

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - Il convient de rappeler en effet que, début avril dernier, l'actuel locataire d'El Mouradia avait pris la décision de limiter les réunions du Conseil de gouvernement.

Jusque-là hebdomadaires, les conseils de gouvernement redeviennent, suite à l'instruction de Bouteflika, bimensuels, tout comme les réunions du Conseil des ministres, que préside le président de la République. C'était une manière à lui de reprendre l'initiative et de reléguer le chef du gouvernement au rôle de simple collaborateur.

Une note dans ce sens avait même été adressée par la présidence à la chefferie du gouvernement ainsi qu'à l'ensemble des ministres. D'où l'interrogation : pourquoi Bouteflika a-



Photo : Samir Sid.

til chamboulé un agenda qu'il avait lui-même fixé ?

«La décision lui appartient à lui seul et lui seul en connaît les raisons», se suffit de répondre un membre de l'entourage de Bouteflika. Toujours est-il que, pour la réunion du Conseil de gouvernement prévue pour demain mardi, l'ordre du jour est fixé par Bouteflika.

Prioritairement, apprenons-nous de bonne source,

c'est le dossier de «la nouvelle stratégie de la politique de la jeunesse et des sports qui accaparrera l'essentiel des travaux».

Le ministre de la Jeunesse et des Sports, à qui Bouteflika avait tout simplement demandé, lors de l'avant-dernier Conseil des ministres, de «tout refaire» s'agissant de ce dossier, présentera donc un nouveau dossier qui avait

nécessité la mobilisation de tous les cadres du secteur pendant deux mois. Il faut dire que Bouteflika accorde une extrême importance à la question comme l'atteste la fameuse rencontre gouvernement-walis (sur la jeunesse) qu'il avait présidée au Palais des nations et la mobilisation des médias publics autour de cette même question.

K. A.

**TABAGISME****Il est désormais interdit de fumer au sein de l'Université d'Alger**

*Pour M. Hadjar, recteur de l'Université d'Alger, fumer une cigarette dans l'enceinte de cet établissement universitaire est un acte interdit depuis hier.*

**F-Zohra B. - Alger (Le Soir)** - Le responsable précise que la loi est claire sur la question. «Les étudiants peuvent constituer un exemple et si on arrive à les sensibiliser et à les convaincre d'arrêter de fumer, c'est une population importante qui renoncera au

tabac et à ses méfaits», a déclaré M. Hadjar. «Pour une université sans tabac», tel a été le thème développé hier à l'Université d'Alger lors d'une rencontre de sensibilisation en direction des étudiants.

Selon M. Hadjar, il est urgent de cibler les universi-

taires pour ce qui est de la sensibilisation sur les dangers du tabac du fait qu'ils ont eux-mêmes une influence sur la société et de ce fait réduire la population des fumeurs. L'initiative s'étendra, par ailleurs, selon le même responsable, aux autres universités dans les prochains jours.

Selon M. Hadjar, les étudiants désireux d'arrêter de fumer et qui rencontreront des difficultés lors de l'étape

de sevrage pourront trouver de l'aide au niveau des services concernés au CHU Mustapha-Pacha. «Notre but est plus éducatif que répressif en dépit du fait que la loi est claire sur la question du tabagisme dans les lieux publics et prévoit des sanctions contre les contrevenants. Toutefois, le plus important est de sensibiliser sur les effets nocifs du tabac sur la santé», souligne le recteur de l'Université

d'Alger. En outre, et selon des statistiques communiquées par l'Université d'Alger, 37% des étudiants sont des fumeurs, pour 24% pour le cycle secondaire et 58% pour la population de fonctionnaires.

Le but de cette campagne de sensibilisation est donc de réduire le nombre de fumeurs, notamment au sein de l'université. Hier, des centaines de prospectus ont été distribués dans l'encein-

te de l'Université d'Alger et une série de conférences animées par des spécialistes ont rappelé à la population estudiantine que le tabac tue.

En somme, une sensibilisation tous azimuts pour lutter contre les effets du tabagisme. La campagne a aussi englobé la lutte contre les maladies sexuellement transmissibles, notamment le sida.

F. Z. B.

**AFFAIRE DES 25 FAUX MOUDJAHIDINE****La chambre d'accusation statuera mercredi prochain**

*C'est mercredi prochain que la chambre d'accusation près la cour d'Alger statuera sur l'affaire des 25 faux moudjahidine. Ces derniers, faut-il le rappeler, sont poursuivis en justice par le département des moudjahidine «pour faux et usage de faux» et «usurpation de la qualité de combattant de la guerre de Libération nationale».*

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Les mis en cause dans cette affaire, originaires du centre du pays, ont contesté les chefs d'inculpation retenus contre eux par le juge instructeur, d'où le recours introduit par leurs avocats auprès de la chambre d'accusation.

Cette dernière, qui devait rendre son verdict la semaine dernière, a reporté son audience sous huitaine.

Selon une source proche du ministère des Moudjahidine, «si les chefs d'inculpation retenus contre les mis en cause venaient à se confirmer, ils seront

condamnés à rembourser l'argent perçu sous forme de pension depuis la reconnaissance de leur qualité de moudjahid».

La même source a ajouté que cette affaire a éclaté au grand jour au lendemain d'une enquête diligente par une inspection du ministère du Travail au niveau de la Caisse nationale de retraite (CNR).

L'enquête a abouti à la découverte de fausses attestations d'ancien moudjahid, dont les propriétaires ont bénéficié durant plusieurs années de pensions

de moudjahid. Suite à quoi, le ministre a exigé une enquête qui touchera l'ensemble des pensionnés de la Sécurité sociale. Ainsi, il a été découvert une vingtaine de cas de faux moudjahidine, ce qui dénote l'existence d'un vaste réseau de faux moudjahidine et d'ayants droit que l'Etat s'est engagé publiquement à travers ses ministres, notamment celui des Moudjahidine, à combattre.

Pour sa part, le colonel à la retraite, ministre sous Houari Boumediene et ancien patron de la

Gendarmerie nationale, Ahmed Bencherif, a révélé l'existence d'un vaste trafic de fausses attestations de moudjahid qui donnent droit à de nombreux privilèges (pensions substantielles, gratuité des soins, priorité dans l'accès au logement, facilités pour l'importation de véhicules...).

A en croire Ahmed Bencherif, qui avait mis sur pied une association afin de démasquer les tricheurs qui profitent des largesses de l'Etat, l'Algérie compte aujourd'hui quelque 50 000 faux maquisards.

A l'indépendance du pays, en juillet 1962, on recensait quelque 6 000 moudjahidine. Le nombre de titulaires d'une carte d'ancien combattant est passé à 500 000 en 1980 pour dépasser le million à la fin des années 1990.

Sur un autre plan, le ministre des Moudjahidine a déclaré lors d'une de ses sorties médiatiques que les «faux moudjahidine doivent rembourser totalement l'argent perçu si la justice venait à confirmer leur culpabilité».

A. B.